

Pour les Palestiniens, avoir de l'influence sur les réseaux sociaux s'accompagne d'une menace de prison

Description

La persécution d'activistes comme Ramzi Abbassi illustre les tentatives croissantes d'Israël d'étouffer l'expression palestinienne en ligne depuis mai 2021.

Par Sophia Goodfriend, le 2 octobre 2023



Un activiste utilise un téléphone portable pour diffuser en direct alors que les forces de police israéliennes bloquent les Palestiniens à l'entrée du complexe de la mosquée Al-Aqsa dans la vieille ville de Jérusalem, le 26 juillet 2015. (Faiz Abu Rmeleh/Activestills)

Le soir du 2 avril 2023, Ramzi Abbassi, éminent journaliste palestinien et influenceur sur les réseaux sociaux, rentre chez lui dans le quartier occupé de Silwan, à Jérusalem-Est. Il s'était rendu à l'hôpital voisin pour rendre visite à sa mère, qui était gravement malade et allait décéder quelques semaines plus tard. C'était le Ramadan et, avant de monter dans sa voiture, il est entretenu par vidéoconférence avec sa femme Shaima et ses deux jeunes enfants, Kanan et Sanawat, promettant d'aller chercher du pain sur le chemin du retour pour rompre le jeûne. Cependant, alors qu'Abbassi approchait de sa rue, il a rencontré la police israélienne un barrage temporaire, qui lui a demandé d'arrêter de conduire et a forcé à sortir de la voiture.

Selon Shaima, Abbassi a été frappé à la tête, menotté, les yeux bandés et poussé dans une voiture de police. Il passera les 90 jours suivants au Russian Compound, une prison israélienne située à Jérusalem-Ouest, sous le coup d'une série d'allégations selon lesquelles il constituerait une menace pour la sécurité nationale israélienne. En plus de ses trois mois de détention et d'interrogatoire, Ramzi a été condamné à un an et un jour de prison. Bien que les charges retenues n'aient apparemment rien à voir avec son activité en ligne, l'avocat de M. Abbassi ne doute pas qu'il s'agit de la principale raison de l'incarcération de son client.

Les accusations portées contre les utilisateurs palestiniens de réseaux sociaux se sont multipliées ces dernières années, en particulier dans le sillage du soulèvement palestinien de mai 2021, connu sous le nom d'«[Intifada de l'unité](#)», et M. Abbassi n'est qu'une des nombreuses personnes que les autorités israéliennes ont surveillées, censurées, détenues et incarcérées en raison de leur activité en ligne. En général, ils sont accusés d'incitation à la violence ou de sympathie pour une organisation terroriste ; toutefois, lorsqu'il

sâ??agit de Palestinien.ne.s, les termes Â« incitation Â», Â« sympathie Â» et Â« terrorisme Â» sont souvent d'Ã©finis de maniÃ¨re trÃ¨s large. Les juristes affirment que la rÃ©pression du discours palestinien en ligne constitue une forme alarmante de persÃ©cution politique, entraÃ®nant une restriction systÃ©mique de la libertÃ© d'expression des Palestinien.ne.s.

Â« Des gens au hasard le filmaient dans la rue Â»

Abbassi Ã©tait d'Ã©jÃ© une cÃ©lÃ©britÃ© lorsque je lâ??ai interviewÃ© pour la premiÃ¨re fois en septembre 2021. C'Ã©tait quelques mois aprÃ¨s que des manifestations historiques eurent lieu dans toute la Palestine en rÃ©ponse Ã© lâ??expropriation de colons soutenue par lâ??Ã©tat dans le quartier de Sheikh Jarrah Ã© JÃ©rusalem-Est, et Abbassi Ã©tait lâ??un des nombreux.es influenceurs.euses locaux.ales qui ont jouÃ© un rÃ´le essentiel dans la diffusion au monde entier d'images de la violence des colons israÃ©liens et de la brutalitÃ© policiÃ¨re. Ses adeptes, qui se comptaient d'Ã©jÃ© par centaines de milliers, sont passÃ©s Ã© prÃ¨s d'un demi-million cet Ã©tÃ©. Apparaissant frÃ©quemment Ã© la tÃ©lÃ©vision hÃ©braÃ¨que et palestinienne, citÃ© dans le [New York Times](#) et repris par des cÃ©lÃ©britÃ©s internationales, Abbassi Ã©tait devenu un influenceur Ã© part entiÃ¨re.

DÃ©s le dÃ©but, la popularitÃ© de M. Abbassi a semblÃ© dÃ©plaire aux autoritÃ©s israÃ©liennes. La police avait confisquÃ© ses appareils photo lors de manifestations Ã© la porte de Damas et Ã© Sheikh Jarrah. La police des frontiÃ¨res, qui contrÃ´lait les cartes d'identitÃ© des fidÃ¨les palestinien.ne.s entrant dans lâ??enceinte d'Al-Aqsa, a averti Abbassi qu'elle le surveillait. Lors de notre conversation en 2021, il a expliquÃ© que Meta, la sociÃ©tÃ© mÃ¨re de Facebook et d'Instagram, lui avait interdit de publier des sÃ©quences en direct aprÃ¨s avoir diffusÃ© des vidÃ©os virales de violences policiÃ¨res Ã© lâ??encontre de manifestant.e.s. Les administrateurs.rices de la plateforme avaient Ã©galement menacÃ© de supprimer son compte s'il continuait Ã© publier des contenus similaires.



Ramzi Abbassi (Instagram)

Â« Je suis trÃ¨s inquiet pour lâ??avenir Â», a avouÃ© M. Abbassi. Â« J'Ã©tais tellement dÃ©primÃ© sur ma page que le gouvernement peut utiliser n'importe quel contenu contre moi et dire que j'incite Ã© la violence. Â» Mais lâ??intimidation ne lâ??a pas dissuadÃ© de croire que les rÃ©seaux sociaux pouvaient amplifier les rÃ©cits palestiniens dans le monde entier. Â« Les rÃ©seaux sociaux ont quelque chose de magnifique Â», a dÃ©clarÃ© M. Abbassi en souriant. Â« On peut partager des informations Ã© la vitesse de lâ??Ã©clair. Une vidÃ©o peut atteindre un million de spectateurs.rices. Depuis ce printemps, CNN nous appelle, nous avons tout un rÃ©seau Â».

Lorsque j'Ã©tais parvenue Ã© Shaima le mois dernier, elle m'a dit que la surveillance et le harcÃ©lement par les autoritÃ©s israÃ©liennes n'avaient fait que s'intensifier dans les mois et les annÃ©es qui ont suivi lâ??Ã©tÃ© 2021. Abbassi travaillait depuis des annÃ©es comme kinÃ©sithÃ©rapeute dans une Ã©cole pour enfants handicapÃ©s Ã© JÃ©rusalem-Est ; c'est lÃ© que lui et Shaima, qui travaille Ã©galement comme Ã©ducatrice auprÃ¨s d'enfants handicapÃ©s, se sont rencontrÃ©s pour la

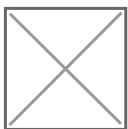
première fois. Pourtant, M. Abbassi a été licencié au début de l'année 2022. Dans une [vidéo publiée sur Facebook](#), Ramzi dit avoir reçu une lettre de l'administration civile israélienne du bras bureaucratique de l'occupation déclarant qu'il était « un danger pour le grand public et un danger pour le processus éducatif ».

Sans revenus réguliers, Abbassi s'est tourné vers le journalisme à plein temps. « Les pages et les agences de presse avec lesquelles il travaillait ont vu ses compétences, sa présentation, et l'ont encouragé à poursuivre dans cette voie », explique Shaima. Il a suivi des cours pour affiner ses compétences documentaires et a travaillé avec les principaux organes de presse du Moyen-Orient. Dans les mois qui ont précédé son arrestation, il tournait « Jerusalem Taxi », une série documentaire inspirée de l'émision de télévision américaine « New York Taxi », qui présentait des interviews d'émigrants palestiniens de Jérusalem. Pendant tout ce temps, Abbassi vivait sous une surveillance accrue. « La police venait chez nous et des gens au hasard le filmaient dans la rue », raconte Shaima.

« Ils essaient d'envoyer un message par l'intermédiaire de Ramzi »

Depuis 2016, l'incitation à la violence ou la sympathie avec une organisation terroriste sont devenues des accusations de plus en plus courantes contre les utilisateurs palestiniens des réseaux sociaux. Israël a adopté cette année-là une [loi antiterroriste révisée](#), qui [a élargi la définition juridique](#) de l'incitation pour englober non seulement toute personne qui « publie un appel direct à commettre un acte terroriste », mais aussi celles qui « publient des louanges, de la sympathie, des encouragements ou un soutien à un acte terroriste, ou une identification à celui-ci ».

Selon les experts juridiques, les définitions de l'« incitation » et du « terrorisme » dans la loi sont intentionnellement vagues. « Les articles relatifs à l'incitation et à la sympathie à l'égard des organisations terroristes sont très larges », a déclaré Adi Mansour, avocat du centre juridique palestinien Adalah. « La définition du terrorisme n'existe pas dans la loi. La définition de l'incitation n'existe pas spécifiquement ».



Des Palestiniens tiennent des caméras de téléphone lors d'une manifestation à la porte de Damas, dans la vieille ville de Jérusalem, le 7 décembre 2017. (Hadas Parush/Flash90)

Rien qu'en 2021, le bureau du procureur général d'Israël a déposé 16 actes d'accusation pour « incitation » ou « affiliation à une organisation terroriste », dont 15 concernaient des suspects palestiniens. Et il ne s'agit pas que des cas que des organisations de défense des droits civils comme Adalah peuvent suivre : de nombreux utilisateurs palestiniens de médias sociaux sont ciblés pour leur discours en ligne, mais sont finalement condamnés à de longues peines de prison pour d'autres accusations. Abbassi, par exemple, a finalement été condamné à un an derrière les barreaux en vertu du code pénal israélien ; l'accusation l'accuse de conspiration avec un agent étranger. Mais l'avocat d'Abbassi, Khaled Zabarqa, a déclaré à +972 que son client avait été pris pour cible en

raison de l'influence de son profil en ligne.

« L'acte d'accusation mentionne sa popularité qu'il a un demi-million de *followers* sur les réseaux sociaux. L'acte d'accusation mentionne même des messages contenant des slogans nationalistes », a déclaré M. Zabarqa, qui a travaillé sur de nombreuses affaires similaires au fil des ans. « Ils essaient d'envoyer un message par l'intermédiaire de Ramzi, un message préventif », a-t-il ajouté.

La répression du discours politique palestinien intervient dans un contexte de recrudescence de la violence de l'extrême droite juive et israélienne, en ligne et hors ligne. En [mai 2021](#), des suprémacistes juifs ont mené des attaques brutales contre des citoyens palestiniens en Israël, en coordonnant des points de rencontre sur Telegram et Facebook. Depuis que le [gouvernement israélien le plus à droite de l'histoire](#) a pris le pouvoir à la fin de l'année dernière, les extrémistes juifs se sont emparés des réseaux sociaux pour planifier des [pogroms](#) meurtriers dans les villes de [Huwara](#) et [Turmus Ayya](#), en Cisjordanie, et coordonner des émeutes de moindre ampleur dans une poignée de villages. Selon un [rapport](#) publié par Adalah en juin 2023, l'accart entre les poursuites engagées contre les israéliens juifs pour incitation à la violence ou au terrorisme « affirme les politiques d'apartheid pratiquées de longue date par Israël en matière d'application de la loi ».

Les avocats affirment que l'application discriminatoire de la loi n'est rien d'autre qu'une persécution politique. Zabarqa, qui a [représenté de nombreux militant.e.s palestinien.e.s](#) de Jérusalem et a été interrogé par les autorités israéliennes en raison de ses propres publications sur Facebook, a déclaré « +972 qu' » il y a eu une énorme augmentation de l'intimidation des influenceurs dans tout le [les territoires situés à l'intérieur de la ligne verte], à Jérusalem et en Cisjordanie depuis 2021. » Ensuite, les analystes internationaux ont proclamé qu'Israël [perdait sa guerre sur les réseaux sociaux](#) malgré l'injection de millions dans des [campagnes d'influence pas si secrètes](#) ciblant les citoyens israéliens et les utilisateurs internationaux des réseaux sociaux.

Pendant l'Intifada de l'Unité, les utilisateurs palestiniens ont obtenu un soutien en ligne sans précédent pour leurs luttes contre l'expropriation des colons et la violence de l'État israélien. « Aujourd'hui, il est clair que des pressions s'exercent sur ce que devrait être la voix des influenceurs palestiniens », a déclaré M. Zabarqa. « Les autorités veulent des récits pro-israéliens en ligne. Elles ne veulent pas d'un récit pro-palestinien. »



Les forces de sécurité israéliennes arrêtent un manifestant lors d'une manifestation contre les expulsions prévues des Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, le 6 mai 2021. (Jamal Awad/Flash90)

Faire en sorte que les Palestiniens se sentent surveillés.e.s

Les rapports sur l'utilisation abusive des capacités de surveillance israéliennes en Palestine se sont multipliés ces dernières années. Des logiciels espions puissants aux bases de données

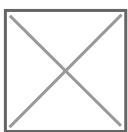
biométriques de masse, en passant par la surveillance aérienne et la guerre des drones, les [défenseurs.euses des droits de l'homme](#) affirment que l'appareil de surveillance avancé d'Israël est utilisé pour surveiller et contrôler les Palestiniens dans toute la région.

En juin, le chef du Shin Bet israélien (également connu sous son acronyme hébreu « Shabak ») a [annoncé](#) que l'IA était utilisée pour passer au peigne fin le contenu des réseaux sociaux palestiniens et déterminer quels utilisateurs.rices devaient être interrogés et détenus, ce qui a [suscité des inquiétudes](#) quant à la prise en charge par l'IA de processus décisionnels clés. Selon un [rapport](#) de *Amnesty International* datant de 2023, « la surveillance constante à laquelle les Palestiniens sont confrontés signifie qu'ils ne vivent pas seulement dans un État insécurisé, mais qu'ils sont également exposés au risque d'arrestation arbitraire, d'interrogatoire et de détention ». Pour [Mona Shtaya](#), défenseuse palestinienne des droits numériques, « il s'agit de faire en sorte qu'ils se sentent surveillés où qu'ils soient ».

M. Mansour, d'Adalah, qui a travaillé sur des cas d'incitation importants au cours des dernières années, a déclaré que le contrôle des utilisateurs.rices palestiniens des réseaux sociaux se déroule selon une certaine logique. « Le Shabak invitera la personne pour ce qu'il appelle une conversation d'avertissement, avec l'intention de créer un effet de refroidissement, pour parvenir à ce que la personne ne poste plus ou ne partage plus de récits. »

Selon M. Mansour, les autorités veulent que les Palestiniens aient l'impression d'être surveillés. « Parfois, cela arrive là, et dans d'autres cas où les gens ne sont pas dissuadés, cela se termine par des accusations criminelles », a-t-il ajouté. « Tant donné que ces conversations se déroulent sans aucun contrôle juridique, il est impossible de savoir combien de Palestiniens ont été soumis à ces conversations d'avertissement et ont ensuite supprimé leurs pages sur les réseaux sociaux ou se sont autocensurés pour éviter l'incarcération, a expliqué M. Mansour.

Les autorités israéliennes ont engagé des poursuites à l'encontre d'une poignée de journalistes, d'hommes et femmes politiques et de dirigeants communautaires palestiniens de premier plan en raison de leurs activités en ligne. La liste comprend Mohammad Kana'neh, un dirigeant du mouvement nationaliste arabe laïc *Abnaa el-Balad* qui est assigné à résidence depuis 2021, et Sheikh Kamal Khatib, un dirigeant communautaire palestinien arrêté en 2021 et soumis à une interdiction de voyager après sa libération. Des utilisateurs.rices palestiniens lambda des réseaux sociaux ont également été détenus et inculpés, avec des peines de prison ou d'assignation à résidence s'étendant sur plus d'un an à l'intérieur de la Ligne verte et à travers Jérusalem. Cela inclut un [dentiste de Lyd](#) emprisonné pendant plus d'un an pour avoir prétendument soutenu le Hezbollah dans des commentaires sur Facebook, et d'une [journaliste de Sheikh Jarrah](#) qui a été assignée à résidence pendant près d'un an pour ses publications sur Facebook, [entre autres](#).



La journaliste palestinienne Lama Ghosheh est conduite à l'audience du tribunal de Jérusalem, accusée de rapprochement avec une organisation terroriste et d'incitation à la violence en raison de ses publications sur Facebook, le 12 septembre 2022. (Oren Ziv)

Bien que la loi israélienne criminalise le discours palestinien, les entreprises des réseaux sociaux sont tout aussi complices de la surveillance et de la censure du contenu palestinien. L'unité cybernétique d'Israël, un organe restreint mais puissant au sein du ministère de la justice, est chargée de demander aux plateformes de réseaux sociaux de supprimer les contenus supposés incendiaires. Les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme affirment depuis longtemps que la cyberunité [cible principalement les utilisateurs.rices palestinien.ne.s](https://www.ricespalestinien.net).

Depuis sa création en 2015, l'unité [a obtenu de Meta](https://www.ricespalestinien.net) la suppression de dizaines de milliers de messages, de pages et de comptes créés par des utilisateurs.rices palestinien.ne.s. Tamer Almisshal, présentateur et journaliste pour *Al Jazeera*, a été la [dernière victime en date](https://www.ricespalestinien.net) de cette censure ; la page d'Almisshal a été mise hors ligne le jour où *Al Jazeera* a diffusé son enquête sur la censure du contenu palestinien par Meta.

« Nous avons la capacité d'atteindre les gens »

Abbassi rentrera finalement chez lui l'année prochaine, plus d'un an après avoir été arrêté par les autorités israéliennes cette nuit d'avril dernier. En attendant, Shaima est autorisée à lui rendre visite une fois par mois, en emmenant leurs deux jeunes enfants pour qu'ils puissent serrer leur père dans leurs bras pendant les dix dernières minutes de la visite. Elle ne veut pas qu'ils oublient à quoi il ressemble. M. Abbassi insiste pour garder le moral, a déclaré Shaima, et il se prépare à reprendre le journalisme à plein temps lorsqu'il sera libéré.

Lorsque nous nous sommes entretenus en 2021, M. Abbassi savait que la surveillance draconienne et la criminalisation du discours politique palestinien par les autorités israéliennes rendaient son arrestation probable. Mais il a également souligné qu'aucune des voies établies de dissidence politique – des promesses de paix vides faites par l'Autorité Palestinienne aux avertissements futiles de la communauté internationale – n'avait empêché les colons de s'installer dans les maisons de ses voisins ou les autorités israéliennes de jeter ses amis en prison. « Je n'ai pas demandé à être un activiste », a-t-il déclaré. « Mais aujourd'hui, nous avons la possibilité d'atteindre les gens et de les atteindre. C'est notre responsabilité. »

Malgré la montée en puissance de la persécution politique et de la criminalisation, les commentateurs israéliens et internationaux affirment que les utilisateurs.rices palestinien.ne.s des réseaux sociaux sont plus influents que jamais. Pourtant, comme l'a fait remarquer Shaima lors de son entretien avec +972, « Ramzi n'est journaliste que parce qu'il ne peut plus travailler comme kinésithérapeute. C'est à cause de ses méthodes [des autorités israéliennes] qu'elles forcent les Palestiniens à jouer des rôles qu'ils ne voulaient pas nécessairement assumer. »

Sophia Goodfriend est doctorante en anthropologie à l'université de Duke et s'intéresse aux droits numériques et à la surveillance numérique en Israël et en Palestine. Elle est présente sur Twitter : [@sopgood](https://twitter.com/sopgood).

Source: [+972](https://www.ricespalestinien.net)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2023/10/03